

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel ⁽¹⁾

Rayer les mentions inutiles

Externe

Pour l'emploi de : Contrôleur F.P. 2^{ème} classe

Preuve n° : 2

Matière : Bases juridiques

Date : 01/02/2020

Nombre d'intercalaires supplémentaires : 1

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
d'un crayon surligneur est interdite.

Ces étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

NOTE / 20
15,75

un

e, un homme a conclu un
vente à livrer un rôle de
mises. La qualité du cocontractant
connue, n'agissant d'un rôle de
rondes, il semble que le cocontractant
particulier. Le contrat portant sur
l'acheteur a considéré que
appartenant à un grand véhicule
le l'acheteur au prix de 800 €,
de même, l'acheteur l'a fait
mais ce dernier a expliqué
est un violon de mauvaise
expans pas à l'idée que l'acheteur

contrat suppose plusieurs
nationalité. Il s'agit de la
le consentement ainsi qu'un objet
ant d'un contrat de vente, le
déterminé.

que M. DURAND, l'acheteur prime
il devra démontrer que l'acte
pas respecté. Pour parvenir à
prouver les délais de prescription.

de droit commun est de 5 ans
la durée du vice concernant
de 5 ans à partir de la vente

indiqué.
même que le délai n'est pas fondé.

Première partie

1) En l'espèce, un homme a conclu un contrat de vente à l'aveugle un rôle de petites annonces. Le qualité du cocontractant n'est pas connue, s'agissant d'un rôle de petites annonces, il semble que le cocontractant soit un particulier. Le contrat portant sur un violon. L'acheteur a considéré que ce violon appartenait à un grand violoniste

et il s'est empressé de l'acheter au prix de 800 €, plus tard, le violon a été abîmé, l'acheteur l'a fait réparer chez un luthier mais ce dernier a expliqué à l'acheteur que ce violon est un violon de mauvaise qualité et qu'il ne correspond pas à l'idée que l'acheteur en avait.

La conclusion d'un contrat suppose plusieurs conditions quant à sa validité. Il s'agit de la capacité des parties, du consentement ainsi qu'un objet licite et certain. S'agissant d'un contrat de vente, le prix doit également être déterminé.

Par conséquent, pour que M. DURAND, l'acheteur puisse remettre en cause la vente il devra démontrer que l'une de ces conditions n'est pas respectée. Par ailleurs la loi, il doit également respecter les délais de prescription.

Le délai de prescription de droit commun est de 5 ans celui-ci s'applique à partir de la découverte du vice concernant les vices du consentement ou de 5 ans à partir de la vente pour les autres conditions.

En l'espèce rien n'est indiqué.

Par conséquent, on estimera que le délai n'est pas forcé.

2) Le consentement

En l'espèce, l'acheteur a acheté un violon, qu'il pensait être de bonne qualité, alors qu'en fait, il convenait d'examiner si le consentement de l'acheteur n'est pas entaché d'un vice du consentement.

A) L'erreur

L'erreur se caractérise par une erreur contraire à la réalité. Cette erreur doit être déterminante et ne pas être inexorable. L'erreur sur la valeur n'est pas reconnue.

En l'espèce, M. Durand a acheté un violon, qu'il pensait être de marque Stradivarius, au prix de 800 €. De plus, il était persuadé que ce violon était celui d'un célèbre violoniste.

Par conséquent, la qualité essentielle du violon, à savoir sa qualité de fabrication ainsi que son appartenance à un violoniste connu, a été l'élément déterminant de M. Durand.

Cependant, cette qualité essentielle peut être une cause de nullité doit être connue par le contractant.

En l'espèce, rien est indiqué le consentement.

Par conséquent, s'il était au contrat, M. Durand pourrait s'en prévaloir s'il prouve que l'erreur n'est pas inexorable.

Une erreur inexorable est celle dans laquelle une personne normale ne se serait pas fait avoir, et cela ne doit pas venir de la négligence de l'acheteur.

En l'espèce, le luthier a dit que le violon était de mauvaise qualité, cela peut être compliqué à voir sur internet. Mais M. Durand n'est empressé de l'acheter sans même demander conseil à un professionnel et comme

Il s'est "imprégné", on peut imaginer qu'il n'a pas demandé de détails au vendeur.

Par conséquent il s'agit d'une erreur inexcusable donc il ne pourra pas invoquer ce fondement.

1) Le dol

Le dol est constitué par un élément matériel et un élément intentionnel. L'élément matériel est caractérisé par des mensures, mensonges ou la réticence dolosive. L'intention se résulte par l'intention de tromper.

En l'espèce il n'y a aucune information, ni l'annonce ni sur les agissements du vendeur. Le vendeur lui-même pouvait penser qu'il s'agissait d'un Stadiovaner, en étant de bonne foi. Mais l'acheteur a quand même été persuadé de la qualité du violon, cela est peut être dû à l'annonce.

Par conséquent, l'acheteur pourrait éventuellement se baser sur la réticence dolosive mais cela paraît comptique par rapport à son comportement, à savoir qu'il a acheté sur internet un tel objet, dans le but, sans demande d'information.

Deuxième partie

En l'espèce, un couple a conclu un contrat d'hébergement avec un hôtel. Ce couple a effectué une soirée en soirée organisée par une association sportive qui prend souvent en charge des clients de l'hôtel. M. RAFTEN s'est blessé fortement lors de cette soirée alors que l'association avait mis en place des mesures de protection à savoir un équipement de protection ainsi qu'un guide.

M. RAFTEN peut-il obtenir des dommages et intérêts ?

II) L'obligation de sécurité

A) La volonté des parties

Dans une relation contractuelle, deux types d'obligation se retrouvent, une obligation de moyen et une obligation de résultat. Pour déterminer la nature de cette obligation, et comme le contrat est la rencontre de volonté des parties, il convient d'examiner les clauses contractuelles.

En l'espèce rien n'est indiqué afin de savoir si l'association a une obligation de moyen ou de résultat.

Par conséquent il faut regarder en autre critère.

B) L'attribution

En l'absence de stipulation claire, la jurisprudence de la Cour de Cassation dans une décision SNCF a dégagé le critère de l'attribution. Selon ce critère si la victime n'est pas entièrement à la merci du professionnel, il y aura donc un attribution par le professionnel.

En l'espèce, il s'agit d'une randonneuse avec une activité de course, M. RAFTEN avait la libre disposition de ses mouvements.

Par conséquent, il y a un attribution et l'obligation est de moyen.

II) Les conséquences de cette obligation

A) La charge de la preuve

Dans l'hypothèse d'une obligation de moyen, la charge de la preuve incombe au demandeur. Il devra donc, pour obtenir des dommages et intérêts prouver une faute, un préjudice et un lien de causalité.

En l'espèce le préjudice est bien caractérisé car M. RAFTEN est gravement blessé, la faute est plus difficile à caractériser car il n'y a pas d'information sur les agissements du guide, certes un équipement de sécurité a été distribué, mais il n'y a aucune information concernant des consignes de sécurité ou un encadrement particulier de M. RAFTEN par le guide. De plus, ayant été pris dans un tourbillon, il semble curieux que le guide n'ait pas au préalable recherché une zone sans tourbillons. Le lien de causalité est bien caractérisé par cette faute et le dommage car si le guide avait été plus précautionneux il n'y aurait pas eu de dommage.

Par conséquent M. RAFTEN peut engager une action.

B) La défense à l'action

En l'espèce la défense à l'action pourrait tenir de l'exonération de sa responsabilité. Dans l'hypothèse d'une obligation de moyen, il pourra le faire en invoquant la force majeure, le fait de tiers ou la faute de la victime. La force majeure est caractérisée par un événement inévitable et insurmontable.

En l'espèce il s'agit d'un tourbillon, certes il s'agit d'un élément naturel mais celui-ci pourrait être évité si le guide avait fait un repérage.

Par conséquent la force majeure est difficilement invocable.

La faute de la victime est un agissement de la victime qui a un lien direct avec son dommage.

En l'espèce il s'agit de canoe avec des touristes, il y a toujours un doute sur l'énumération de consignes de

résumé. S'il n'y en a pas eu, la victime ne pouvant pas réellement commettre une faute, s'il y avait eu des consignes, la faute aurait pu être caractérisée. Mais s'agissant d'une activité pouvant être dangereuse, la faute est officiellement caractérisable.

Par conséquent il ne semble pas y avoir d'exonération de responsabilité.

Uniquement le préjudice qui aura été prouvé peut être réparé en responsabilité contractuelle. Or la jurisprudence administrative qui le préjudice corporel est toujours prévisible.

En l'espèce c'est un préjudice corporel.

Par conséquent RAFTEEN pourra être intégralement indemnisé par des dommages et intérêts.

Partie 3

La République Française est un état indivisible. Cette affirmation est l'une des premières dispositions de la Constitution de la 5^{ème} République. Cela a pour conséquence que la France est un état unitaire contrairement à d'autres comme les Etats-Unis ou l'Italie qui sont des états fédéraux caractérisés par un double pouvoir et deux constitutions, une au niveau fédéral et l'autre au niveau fédéré. La France n'a qu'une seule constitution et elle est opposable à tous. Les lois françaises sont également opposables à tous, sauf quelques exceptions comme le régime des départements de la région Alsace et de la Moselle. Dans un état unitaire toutes les décisions sont prises au niveau central. Cette organisation a d'abord été privilégiée afin de mettre fin à l'ère féodale et au pouvoir des différents seigneurs. Plus récemment, une volonté de retrouver des préoccupations au niveau local s'est manifestée.

Bases juridiques

(pour les épreuves à option,
indiquer le sujet traité)

INTERCALAIRE N° 1

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

En effet, dans un Etat comme la France il est difficile de gérer et de répondre au mieux les préoccupations locales du fait du grand territoire.

Il a donc fallu mettre en place des mécanismes pour répondre à cette problématique, il s'agit de la décentralisation et de la déconcentration.

Quels sont les objectifs de la décentralisation et pourquoi il s'agit d'une notion différente de la déconcentration ?

Il conviendra tout d'abord d'examiner l'objectif commun de ces deux mécanismes, à savoir la cause locale (I) et enfin d'appréhender les différences de pouvoir et de mission de ces deux mécanismes (II).

I) Des mécanismes ayant pour objectif une cause locale

Il conviendra d'abord de voir les différents découpages territoriaux sous-jacents (A) et ensuite de voir les différents organes de ces territoires (B).

A) Les différents découpages territoriaux

La décentralisation et la déconcentration consistent d'abord à agir localement. Pour que cela puisse être possible il a donc fallu découper le territoire national. Cependant ce découpage n'est pas exactement le même dans les deux mécanismes.

La décentralisation a permis de découper le territoire en trois entités appelées collectivités territoriales. La constitution dispose que les collectivités territoriales sont les régions, les départements et les communes.

La déconcentration reprend un découpage similaire concernant la région et le département mais la troisième division de droit commun est l'arrondissement.

Il y a également, concernant la déconcentration, un découpage interdépartemental, il va s'agir par exemple des académies de l'éducation nationale. Il y a également un découpage infradépartemental.

avec les communes et les cantons.

En outre, en plus d'avoir une division territoriale différente, les organes s'occupant de ces fonctions sont également différents par la plupart.

B) Les différents organes de ces fonctions

Bien qu'ayant des fonctions communes, à savoir les départements et les régions. Les organes à la tête de ceux-ci sont différents.

Au niveau déconcentré, l'organe à la tête du département est le préfet, à la tête de la région c'est le préfet de région. Celui-ci est simplement le préfet du département qui est le chef de la région. Alors que les organes à la tête des collectivités territoriales que sont les régions et les départements sont différents. En effet, à la tête de la région il y a le conseil régional avec à sa tête un président. Au niveau départemental il s'agit du conseil départemental avec à sa tête un président également.

L'autorité déconcentrée quant à lui a, à sa tête un sous-préfet.

Il y a donc une exception au niveau communal, qui est à la fois une fonction déconcentrée et une collectivité territoriale. Ici il ne s'agit du maire dans les deux cas, même s'il est à la tête du conseil municipal sur le plan décentralisé.

Bien évidemment, ces différents organes n'ont pas les mêmes prérogatives et pouvoirs.

III) Des prérogatives et des pouvoirs différents

Il conviendra d'abord de voir l'autonomie accordée aux organes décentralisés (A) et ensuite les prérogatives et le rôle de l'unité des organes déconcentrés (B).

A) L'autonomie accordée aux organes décentralisés

Il faudra distinguer les hypothèses de décentralisation technique et financière.

Dans l'hypothèse de la décentralisation technique, il va s'agir souvent d'établissements publics qui ont la personnalité morale et qui ont une spécialité. C'est à dire qu'ils ne passent effectivement le minimum pour lesquels ils ont été institués et va s'agir par exemple des hôpitaux ou des universités qui auront pour mission de réaliser un service public particulier à savoir l'enseignement ou la santé.

Les collectivités locales, elles ont pour principale mission de gérer les finances. Elles ont également pour sa la personnalité morale et peuvent, par exemple contracter avec des entreprises par le biais de marchés publics pour la création et la rénovation des routes. Le département aura pour mission propre la gestion des collèges et des transports scolaires. La région aura, quant à elle la mission de gérer le lycée.

Les communes auront les mêmes relations à leur échelle comme le ramassage des ordures.

Pour effectuer toutes ces missions les collectivités locales ont besoin de financement et de marge de manœuvre. C'est pour cette raison que la constitution dispose que les collectivités locales ont une autonomie financière. Cette autonomie financière se retrouve à travers leurs ressources propres (qui est constituée par une partie des impôts locaux par exemple). Les collectivités et principalement les communes

peuvent également créer des établissements publics de coopération intercommunales ou des syndicats de communes pour organiser certaines missions ou la gestion de l'urbanisme.

Les organes déconcentrés ont des prérogatives différentes ainsi qu'un pouvoir de tutelle sur les collectivités.

B) Les prérogatives et le rôle de tutelle des organes déconcentrés;

C'est l'adage ce c'est le même marieur qui frappe auquel on a rattaché le mancher qui caractérise le mieux les prérogatives des organes déconcentrés et principalement le préfet. En effet, celui-ci est le délégué de l'exécutif au niveau local, il est nommé en Conseil des ministres par le Président de la République. Il va donc permettre de faire exécuter les lois et les règlements au niveau local. Cette prérogative a particulièrement été définie en cette période de pandémie pour mettre en œuvre les mesures dans les départements. Il sera présent pour les questions de salubrité et de sécurité publique. Pour ce faire il présidera une commission dans laquelle se trouve par exemple le haut fonctionnaire chargé de la sécurité incendie. Le préfet dispose d'un pouvoir de tutelle sur les collectivités, en ce sens qu'il pourra par exemple se substituer au maire si ce dernier est particulièrement négligent.

Le maire par ailleurs aura des missions de police, il est de fait officier de police judiciaire et doit mettre en œuvre dans sa commune les règlements à travers des arrêtés municipaux.